

Au seuil de l'An III de l'Ère Covid

Ander Berrojalbiz, Séverine Denieul et Javier Rodríguez Hidalgo, auteurs du livre *Les avant-derniers jours de l'humanité* (Éditions {L'Autre Côté}, 2021)

LES DÉCLARATIONS du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, lors d'une interview radiophonique du 10 janvier dernier, ont suscité un certain écho dans la presse française. D'après certains médias, Sánchez, qui décréta le confinement le plus brutal d'Europe (les adultes ne pouvaient descendre dans la rue que pour faire leurs courses dans les magasins les plus proches de chez eux, tandis que les moins de 14 ans étaient purement et simplement renfermés dans leur foyer), s'est transformé en une sorte de Nostradamus annonçant l'avenir du développement de la maladie.

Inutile d'aborder ici la dimension scientifique des affirmations de Sánchez. Il est indéniable que, au-delà des fantaisies qui accompagnent souvent l'image qu'on a, en France, de ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées, il y a deux choses, dans son interview, qui méritent notre attention – moins pour ce qu'elles disent que pour ce qu'elles sous-entendent. D'abord, en disant que le covid-19 « se normalise » et devient une maladie endémique comme la grippe, Sánchez ne fait qu'exprimer la lassitude générale vis-à-vis de l'enchaînement des restrictions qui se sont abattues sur les populations depuis mars 2020, pas seulement en France ou en Espagne, mais partout dans le monde. Il semble reprendre à son compte le souhait le plus pressant de toute la planète : « On en a marre et on veut revenir dès que possible à une prétendue normalité ».

Mais Pedro Sánchez a dit des choses qui ne trahissent pas que son empressement pour se dédouaner de sa responsabilité par rapport à ce qui s'est passé ces deux dernières années en Espagne (la débâcle de l'*atención primaria*, notamment, c'est-à-dire les soins médicaux élémentaires, laminés pour s'être réorientés presque exclusivement autour de la lutte contre le SARS-CoV-2), mais aussi la perception complètement délirante par rapport au danger réel du virus – une perception qui est sans doute largement partagée par la majorité de la population espagnole (qui portait volontairement le masque pour descendre dans la rue avant même que cela ne redevienne obligatoire le 24 décembre 2021). Littéralement, le chef du gouvernement espagnol a dit : « lors de la première vague, [...] la mortalité était de l'ordre de 13% environ. Aujourd'hui, en moyenne, [...] près de 1% ». C'est complètement faux. Le chef du comité scientifique qui conseille Sánchez pour le covid-19, Fernando Simón, admettait en été 2021 que l'Espagne n'était en capacité de repérer, au printemps 2020, qu'à peu près 10% des contaminations, ce qui réduirait la létalité du virus à un peu plus de 1%. Or, pendant les 14 jours qui ont suivi cette interview, il y a eu un peu plus de 1 000 morts attribués au covid, sur un total de presque deux millions de cas, ce qui donne un taux de moins de 0,1% de mortalité. Encore une fois, on est très loin des chiffres assénés par Sánchez.

Où veut-on en venir ? Simplement au constat que le covid-19 continue à être regardé comme une sorte de fléau biblique, une maladie qui tue massivement et de manière indiscriminée n'importe qui ; il n'y a pas de *fact-checking* pour les discours qui évoquent de manière répétée une mortalité apocalyptique du virus. C'est que l'horloge de beaucoup de gens s'est arrêtée en mars 2020, quand des gouvernements, craintifs du possible reproche qu'on pourrait leur faire d'avoir ruiné la santé publique pendant des décennies, ont préféré renfermer les populations (sous le nom de « confinement »), en faisant retomber la responsabilité de ce qui pourrait se passer sur les gestes de chacun de nous. Ainsi, si le système de santé s'effondre, ce serait la faute de ceux qui ne respecteraient pas les consignes.

Il est frappant que presque personne, sauf quelques rares individus comme Toby Green, n'ait évoqué le protocole de l'OMS pour d'éventuelles pandémies grippales (comme celles qui ont fait d'importants ravages en 1918-1922, 1957-8 ou 1968-1969), jamais appliqué, qui préconisait des mesures raisonnables (mais surtout pas le confinement, qui n'est même pas mentionné). Le succès invraisemblable de la stratégie désespérée de l'État français pour collectiviser la faute a tellement bien marché que, à partir de l'été 2020, l'ensemble des partis politiques, la plupart des médias et une grande majorité de la population ont accepté de rallier l'« union sacrée » contre le virus, en négligeant entièrement tous les dégâts que cela allait entraîner. Et tout cela pour une maladie qui était loin d'atteindre la mortalité de la grippe espagnole de 1918, malgré l'hécatombe que certaines prédictions très peu scientifiques, mais bien relayées par la presse et les réseaux sociaux, annonçaient en mars 2020.

Pendant ces deux dernières années, tout a été bouleversé, non pas par l'épidémie, mais par une surenchère délirante dans les restrictions pour la combattre – ou, parfois, pour faire semblant de la combattre, comme le montre l'obligation de porter le masque dans la rue, réinstaurée récemment pour l'ensemble de l'Espagne et dans certains espaces urbains de la France. Entretemps, nous nous sommes subrepticement transformés en espions de nos voisins, bureaucrates procéduriers ou parents qui tolèrent que nos enfants soient entourés d'adultes cagoulés pendant des journées asphyxiantes – ou bâillonnés eux-mêmes –, et nous avons accepté que la communication en ligne est « à peu près » la même chose que le dialogue à visage découvert ; nous avons été matraqués par une propagande aussi infantilisante que mensongère, etc.

Comment cela a-t-il pu être possible ? Pour comprendre cette abdication, nous ne trouvons qu'un argument, dont l'indigence est consternante : la peur de la montée de l'extrême-droite, une extrême-droite qui a agité en même temps, selon ses intérêts du moment, un discours à la fois négationniste ou complotiste. Accepter le débat sur les restrictions ou sur la manière dont la vaccination a eu lieu est devenu tout de suite synonyme de connivence avec celle-ci. Nous pensons au contraire que, si elle monte aujourd'hui, c'est en raison de l'abandon de

la critique des restrictions par la gauche, ce qui a constitué un cadeau pour les ultras (et l'Espagne est un exemple éloquent de ce que nous disons : le succès d'une franquiste non déguisée comme Isabel Díaz Ayuso, qui a largement remporté les élections de la communauté de Madrid, est inséparable de son refus d'appliquer certaines restrictions).

Peut-être que, si jamais une normalisation a lieu, soit parce que la mortalité provoquée par le virus est relative, soit parce que notre lassitude envers les dégâts collatéraux de la gestion de l'épidémie nous oblige à accepter notre cohabitation avec lui, le moment de réfléchir sur ce qui s'est passé depuis mars 2020 viendra peut-être. Nous ressemblerons sans doute à ces survivants qui sont sortis en pagaille d'un bâtiment en flammes, et qui, une fois à l'extérieur, se mettent à dresser un bilan de ce qui vient de se passer : un bilan des victimes et des dégâts matériels, mais aussi des comportements peu glorieux qui se seront révélés lors de la fuite, et qui auront peut-être été très peu rationnels, avec des gens bousculés et laissés sur le carreau par ceux qui ont voulu sortir les premiers. Peut-être nous rendrons-nous compte qu'il ne valait pas le coup de perdre la raison d'une telle manière, et nous aurons honte d'admettre que notre course folle, tout en ayant servi à épargner un certain nombre de vies, aura créé d'autres problèmes tout aussi graves, voire plus – y compris la dégradation de valeurs moins tangibles que celle de la sécurité. Après une telle démonstration d'indécence, ce qui est certain est que la plupart ne voudront même pas entendre parler de ce qui s'est passé, ou qu'ils se consacreront à réécrire héroïquement le comportement qu'ils auront eu en faisant comme si rien, ou presque, ne s'était passé. Comme le disait Paul Steinberg à propos d'un autre fléau : « Le virus de la conscience est présent chez tout le monde, mais très peu de gens en tombent malades ou en ont des démangeaisons. Les autres s'en sortent les braies nettes. »

Pourtant, si, malgré notre honte diffuse, nous osons encore nous regarder en face pour réfléchir à ce qui s'est passé pendant les deux dernières années de l'Ère Covid, en nous demandant comment nous avons été capables de faire et de tolérer certaines choses, voici quelques-unes des certitudes auxquelles nous pourrions parvenir :

1) La plupart des restrictions qui se sont succédé depuis l'apparition du virus sont fondamentalement nuisibles, à commencer par le confinement, qui a servi à terroriser de manière indiscriminée et à gonfler les pronostics les plus alarmistes sur le danger réel de la maladie. Le geste tueur n'était pas celui de l'individu qui portait mal son masque dans son lieu de travail, mais le pillage de la santé publique pendant des décennies de banquet néolibéral. À cela il faudra ajouter aussi tous ces diagnostics tardifs ou inexistantes pour des maux qui ont été considérés mineurs par rapport au SARS-CoV-2.

2) Au lieu de suivre le protocole de l'OMS pour les pandémies déjà évoqué, lors de l'arrivée de la maladie en Europe et aux États-Unis, accompagnée (et souvent précédée) de la panique, on a préféré improviser à partir du modèle d'un État totalitaire, la Chine post-maoïste. Au nom d'un populisme sanitaire inouï s'est enclenchée une

surenchère de mesures restrictives qui avaient souvent une base scientifique maigre voire inexistante.

3) Ce qui est vécu comme une sorte d'apocalypse virale a réduit à peine l'espérance de vie en Europe. Par exemple, en France, elle est en légère hausse par rapport à 2020, mais en baisse par rapport à 2019 (nous sommes donc passés de 85,6 ans pour les femmes en 2019 à 85,4 en 2021, et de 79,7 pour les hommes à 79,3). La priorité aurait dû être, comme le recommandait le protocole de l'OMS de 2019, de protéger d'emblée les personnes les plus fragiles, dont le profil était déjà connu avant que ne soient mises en place les restrictions, et de faire prendre conscience du besoin d'imposer quelques mesures, au lieu d'étendre la peur à l'ensemble de la population.

4) En acceptant l'existence d'un rapport en proportion directe entre les restrictions et la santé, la gauche a renoncé à exercer la moindre critique sérieuse envers l'absurdité régnante, avec des violations des droits les plus élémentaires, comme ceux de réunion et de manifestation lors des confinements et des couvre-feux. Les médias dits alternatifs ont serré les rangs autour d'une propagande uniforme et parfois mensongère, avec des gens réduits au silence pour avoir émis des avis critiques, comme l'a montré le cas de Laurent Mucchielli. Il aurait été souhaitable d'appliquer à la propagande de l'État ou d'entreprises telles que Pfizer la même exigence de vérité qu'aux complotistes et aux négationnistes, ce qui, bien entendu, n'a presque jamais été le cas. Et si l'extrême droite grandit grâce à cette situation, c'est parce qu'il lui a été octroyé un espace politique gigantesque que personne ne semble vouloir défendre. Au Royaume-Uni, *The Guardian* (un journal de gauche qui a soutenu toutes les restrictions possibles) a pu interviewer il y a quelques semaines l'épidémiologiste Mark Woolhouse, auteur d'un ouvrage critique du confinement et de ce qui est venu ensuite : *The Year the World Went Mad* (L'Année où le monde est devenu fou). Rien de semblable n'est concevable en Espagne ou en France.

5) Enfants et adolescents subissent un véritable endoctrinement dans le but de leur faire accepter les consignes les plus stupides. Un nouveau concept de « normalité » se crée, surtout pour les plus petits, basé notamment sur l'obéissance, ce qui est d'autant plus grave que ce sont eux qui devront faire face aux urgences à venir (climatiques et énergétiques, par exemple) qui vont leur exiger de savoir agir avec aplomb afin de sauver la dignité humaine, ce qui ne saurait être l'œuvre de ces décideurs qui ont fait largement preuve d'incompétence.

6) Oubliant que toute décision scientifique ou technique ayant des conséquences sociales est avant tout une politique, la gauche, y compris la minorité qui a essayé d'esquisser une critique, a attendu que ce soient des savants, des juristes ou même des historiens dissidents qui réfutent la propagande officielle, ou qui confirment leurs timides intuitions – acceptant ainsi qu'on ne peut donner son avis que sous la caution de l'expertise, ce qui revient à renoncer à agir en sujet politique. Qui va oser lever la voix lors des crises à venir ? Qui connaît en profondeur la fusion nucléaire, la « décarbonisation » ou les tensions politico-

militaires dans la Mer de Chine Orientale ?

7) Internet n'a pas servi, loin s'en faut, à mettre en avant des positions critiques vis-à-vis de l'épidémie et de la manière d'y faire face, mais à diffuser en substance deux types d'opinion pareillement défaitistes : soit l'acceptation de toutes les contraintes, soit les folies complotistes. En moins de deux ans, un grand pas en avant a été franchi dans l'auto-enfermement numérique : des mesures telles que le confinement n'auraient pas été concevables sans l'accès généralisé au web, qui nous a fourni un ersatz de communication et de vie.

8) Notre consentement général aux consignes les plus irrationnelles nous a avilis et infantilisés. On nous a appris à nous méfier les uns des autres sans cesse et partout, et nous avons assimilé le fait que se serrer la main est un acte terroriste. Et si quelqu'un osait baisser son masque dans un train ou un autobus parce qu'il n'en pouvait plus, le comportement du bon citoyen était de le gronder ou, du moins, de le regarder méchamment. Bref, nous sommes davantage soumis et nous nous sommes avilis, même si un secteur large de la gauche trouve que tout cela nous prépare mieux pour les catastrophes à venir, puisque nous représenterons des pantins plus dociles, prêts à suivre les bonnes consignes. Comme le disait Naomi Klein avec un cynisme presque candide : « L'une des choses que nous avons pu voir avec le covid est la manière avec laquelle un gouvernement doit gérer une véritable urgence : on ne suggère pas aux gens de rester chez eux, mais on leur donne des ordres : vous devez rester chez vous. Et on applique des sanctions. » (*El País*, 18 février 2021)

Nous pouvons enfin nous poser la question suivante : si, après avoir assisté à cette réaction hystérique vis-à-vis du nouveau coronavirus, une nouvelle épidémie comme celle de la grippe espagnole (qui a été bien plus meurtrière que celle du covid-19) se reproduisait, resterait-il quelque part un seul gouvernement en place ? Ou bien s'écrouleraient-ils tous les uns après les autres pour être remplacés par quelque chose de bien pire que ce qu'il y a aujourd'hui ?

Bonne année, et surtout bonne santé !

10 février 2022, fin de l'An II de l'Ère Covid

www.editionslautrecote.com